

Première grosse délivrée au ministre de la Santé  
Dr. Allassane SESSOU rep/ SODABI G. Nicolas, le 09/06/2017

N° 004/CA du répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N° 2014-55/CA du greffe

COUR SUPREME

Arrêt du 19 janvier 2017

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

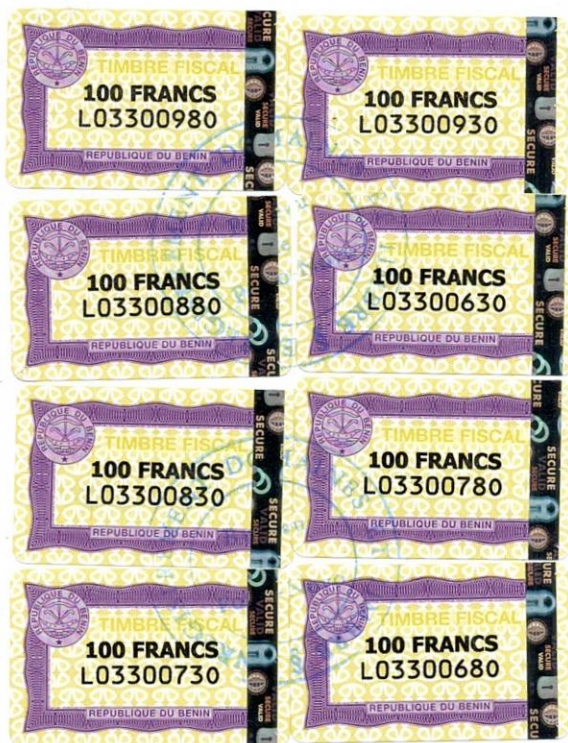
Affaire :

Ordre National des Pharmaciens  
du Bénin (ONPB)

C/

Ministre de la Santé

La Cour,



Vu la requête en date du 10 avril 2014, enregistrée au greffe de la Cour le 17 avril 2014, sous le numéro 415 /GCS, par laquelle l'Ordre National des pharmaciens du Bénin (ONPB), ayant son siège à Cotonou au 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble abritant la boutique « KINGS Prêt-à-porter », Akpakpa Cotonou, 05 BP 1834 Tél + 229 22 15 25 02/95 53 18 50, agissant aux poursuites et diligences de sa présidente, Docteur Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU, assisté de maître Issiaka MOUSTAFA, avocat au barreau du Bénin, demeurant et domicilié au carré n°1375, quartier Gbédagba Sainte Rita, 02 BP 340 Gbégamey Cotonou, sollicite qu'il soit ordonné, le sursis de l'exécution de l'arrêt n°378/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA du 02 décembre 2013 portant attribution des sites de la carte pharmaceutique 2012-2013 et des sites vacants sur des cartes pharmaceutiques antérieures, « en attendant qu'il soit statué sur les recours contentieux au fond » ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu l'article 15 de ladite loi ;

Vu la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes en République du Bénin ;

Vu les lettres n°1153/GCS et 1154/GCS du 05 mai 2014 du greffier en chef de la Cour suprême, par lesquelles le requérant a

7

été invité à accomplir les formalités préliminaires d'apposition de timbres fiscaux et de consignation ;

Vu le reçu n°4689 du 12 mai 2014 constatant le paiement de la consignation par le requérant ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Régina ANAGONOU-LOKO** en son rapport ;

Où le Procureur Général **Nicolas ASSOGBA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **EN LA FORME**

#### **Sur la recevabilité**

Considérant que le requérant soutient :

Que l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin, l'Ordre National des Médecins, l'Ordre National des Chirurgiens-dentistes et l'Ordre National des sages-femmes ont été créés par l'ordonnance n°73-38 du 21 avril 1973 portant création et organisation des Ordres Nationaux des Médecins, des pharmaciens, des Chirurgiens- dentistes et des Sages-femmes, modifiée par l'ordonnance n°73-59 du 24 avril 1973 ;

Que ces différents Ordres ont pour attributions, entre autres, d'inscrire les pharmaciens, les médecins, les chirurgiens- dentistes et les Sages-femmes à leur tableau respectif, de donner leur avis favorable ou non aux demandes d'autorisation d'exercice en clientèle privée de leurs membres respectifs ;

*Que l'article 3 de la loi n° 97-020 du 17 juin 1997 fixant les conditions de l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales dispose : « l'autorisation de l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales est donnée individuellement, par le ministre de la santé en commission technique, après avis favorable du conseil de l'Ordre compétent. L'avis du conseil de l'Ordre doit intervenir dans un délai de deux (02) mois à compter de la réception du dossier prévu à l'article 8 de la présente loi, après enquête sur le titre, la moralité et l'aptitude professionnelle du postulant... » ;*

7



Que l'article 8 de la même loi indique de façon univoque que le dossier du postulant est adressé au président du conseil de l'Ordre compétent par lettre recommandée avec accusé de réception ;

Qu'il résulte de ces dispositions que , d'une part, seul le président de l'Ordre peut valablement recevoir les dossiers de demande de site et, d'autre part, sans l'avis favorable du conseil de l'Ordre, aucun site ne peut être attribué ;

Que l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin (ONPB) a été saisi de plusieurs demandes d'autorisation d'ouverture d'officines, d'établissements de pharmaciens, d'attribution et de transfert de sites ;

Qu'il a régulièrement siégé et émis ses avis relativement à tous ces dossiers et les a ensuite transmis à la Commission Technique présidée par Madame le Ministre de la santé, pour les autorisations requises par la loi ;

Que conformément à la loi n°97-020 du 17 juin 1997 fixant les conditions de l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales et l'arrêté n°2723/MSP/DC/SGM/DNPS du 07 mai 1999 portant création et nomination des membres de la Commission Technique, *« La Commission Technique se réunit, en session ordinaire, une fois par trimestre sur convocation de son président. Elle peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande de trois (03) de ses membres. »* ;

Que par lettre en date du 19 mars 2013, quatre (04) des membres des Ordres Nationaux des Pharmaciens, des Médecins, des Chirurgiens-dentistes et des sages-femmes ont demandé à madame le ministre de la santé en sa qualité de président de la Commission Technique, de faire tenir une session extraordinaire pour statuer sur les dossiers en instance, conformément aux textes qui régissent ladite commission ;

Que celle-ci n'a donné aucune suite à cette demande jusqu'au 22 avril 2013 ;

Que ce n'est qu'à cette date qu'elle indiqua aux ordres professionnels que toute réunion de la Commission Technique était suspendue jusqu'à la fin des travaux de la commission mise en place par le Président de la République par décret en date du 7 mars 2013 pour vérifier les relations fonctionnelles entre elle-même et l'ONPB ;

7



Que ce décret présidentiel ne saurait cependant servir de prétexte pour le ministre de la Santé pour refuser de convoquer la session extraordinaire de la commission Technique qui est régie par la loi ;

Que la Commission Technique était ainsi bloquée dans ses activités, de même que le traitement des dossiers en cours qui concernent pourtant la santé des populations ;

Que par suite, une sommation d'avoir à convoquer la session extraordinaire de la Commission Technique, du ministère de maître Charles COOVI, huissier de justice à Cotonou, en date du 17 mai 2013, a été délaissée à madame le ministre de la Santé ;

Que dans sa réponse en date du 31 mai 2013, celle-ci continuait de subordonner la convocation de la session de la Commission Technique à la décision du Conseil des Ministres ;

Que ce n'est que plusieurs mois plus tard que, par lettre en date du 04 novembre 2013, elle a fini par convoquer ladite session extraordinaire pour le 18 novembre 2013 ;

Mais que cette session n'a pu se tenir ;

Qu'en fait, avant même la date du 18 novembre 2013, prévue pour la tenue de cette session, madame le ministre avait fait passer un communiqué de presse pour demander aux postulants à l'autorisation d'ouverture d'officines de pharmacie et à l'attribution de sites, d'adresser leurs dossiers de demande à la Direction de la Pharmacie, du Médicament et des Explorations Diagnostiques, une des directions techniques du ministère de la Santé ;

Que l'ONPB lui avait alors écrit pour lui indiquer que le contenu de ce communiqué était illégal, au regard de l'article 8 de la Loi n°97-020 du 17 juin 1997 susvisé ;

Que cependant, le 02 décembre 2013, celle-ci a pris l'arrêté n°378/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA pour autoriser l'ouverture des officines par les postulants en leur attribuant des sites ;

Que cet arrêté ne vise ni l'avis favorable de l'ONPB, ni la session de la Commission Technique ;

Qu'il a été pris en violation flagrante et grave des textes relatifs à l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales au Bénin ;





Qu'il est à craindre que les pharmaciens concernés par l'arrêté entrepris, engagent des frais pour aménager les sites illégalement attribués et fassent des commandes de produits et que ceux qui ont déjà reçu l'avis de l'Ordre attendent indéfiniment la session de la Commission Technique ;

Que cela causerait à coup sûr des préjudices irréparables si la Cour ne prenait pas une décision de sursis de l'exécution de l'arrêté ;

Que, compte tenu du domaine concerné, en l'espèce celui de la santé publique, le préjudice risque en outre d'être irréparable tant pour l'Ordre, qui ne pourrait pas jouer le rôle de gardien, que pour les bénéficiaires, qui exposeraient des frais inutiles, et les populations, qui pourraient être intoxiquées par de faux médicaments ;

Considérant que le requérant au soutien du présent recours, développe des moyens tirés de la violation des textes relatifs à l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales au Bénin en ce que, le ministre de la santé a reçu directement les dossiers de demande d'autorisation d'ouverture d'officines de pharmacie et d'attribution de sites sans l'avis favorable obligatoire du Conseil de l'Ordre et sans l'intervention de la Commission Technique ;

Considérant qu'il ressort des pièces versées au dossier et des débats que la demande de l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin (ONPB), aux fins de sursis à l'exécution de l'arrêté n° 378/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA du 02 décembre 2013 portant attribution des sites de la carte pharmaceutique 2012-2013 et des sites vacants sur des cartes pharmaceutiques antérieures, a déjà été introduite par le même requérant en référé devant la haute juridiction contre les mêmes défendeurs à savoir le Ministère de la Santé et l'Etat béninois ;

Que ce recours, objet de la procédure n° 2013-196/CA du 30 décembre 2013 a donné lieu à l'ordonnance de référé n° 001/CA du 05 février 2014 ;

Qu'en raison de l'autorité de chose jugée, la même affaire, notamment le sursis à l'exécution de l'arrêté du ministre de la Santé en date du 02 décembre 2013, ne peut être à nouveau portée devant un juge ;

7

Qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer irrecevable la présente requête de l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin (ONPB) ;

**Par ces motifs**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est irrecevable, pour autorité de chose jugée, la requête en date à Cotonou du 10 avril 2014 aux fins de sursis à exécution de l'arrêté n° 378/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA du 02 décembre 2013 portant attribution des sites de la carte pharmaceutique 2012-2013 et des sites vacants sur des cartes pharmaceutiques antérieures introduite par l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin (ONPB), représenté par Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU ;

**Article 2** : Les frais sont mis à la charge du requérant ;

**Article 3** : notification du présent arrêt sera faite aux parties, et au procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême composée de :

**Huguette Th. BALLEY-FALANA**, Conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT;**

**Rémy Yawo KODO**  
et

**Régina ANAGONOU-LOKO**

} **CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf janvier deux mille dix sept ; la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Nicolas ASSOGBA,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Philippe AHOMADEGBE,**

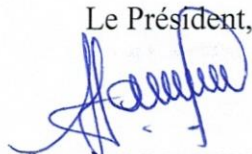
**GREFFIER.**

7



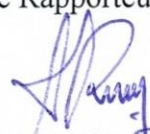
Et ont signé,

Le Président,



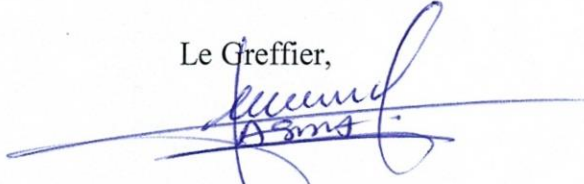
**Huguette Th. BALLEY-FALANA**

Le Rapporteur,



**Regina ANAGONOU-LOKO**

Le Greffier,



**Philippe AHOMADEGBE**



Enregistré à P/Novo, le 12/05/12  
No 019 Case 299-2  
Réçu Trente mille Frc  
INSPECTEUR DE L'ENREGISTREMENT



**Coffi SEGBEDJI ZEHOU**

